



Syndicat Pénitentiaire des Surveillant(e)s

SPS M.A Draguignan

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le jeudi 11 avril 2024 à 17h00, une fouille de cellule ordonnée par le Chef du bâtiment QH1 a permis de mettre en évidence la fragilité de notre sécurité par la découverte de 859,85 g de produits stupéfiants. Pour lutter contre l'évolution de ces phénomènes de délinquance en dehors de nos murs, le Garde des Sceaux a mis en place, le 12 mars 2024, l'opération « Place Nette ». Ces opérations s'inscrivent pleinement dans le cadre des politiques publiques portées par le Gouvernement, et plus spécifiquement exposées dans la circulaire de politique pénale générale du Garde des Sceaux du 20 septembre 2022.

*Le **Syndicat Pénitentiaire des Surveillants (SPS)** souligne que la dotation pénitentiaire en moyens matériels et humains de la maison d'arrêt de Draguignan, tout comme dans de nombreux autres établissements, est essentielle pour endiguer le phénomène des drones.*

Nous encourageons également le retrait imminent de l'article 57 de la loi pénitentiaire, qui ne permet plus aux agents de fouiller systématiquement les détenus à corps lorsqu'ils sont en contact avec l'extérieur.

A défaut et dans l'urgence, le SPS réclame un peu de courage de la part de nos chefs d'établissement afin de prendre la décision de rendre systématiques les fouilles des détenus dès lors qu'ils seraient en contact avec des personnes extérieures, ce qui les rendrait potentiellement ciblés.

En effet, il existe des cas spécifiques dans l'article 57 de la loi pénitentiaire, où de telles fouilles peuvent être réalisées, notamment pour des raisons de sécurité ou de prévention d'évasion.

*Pour le **Syndicat Pénitentiaire des Surveillants**, il est urgent de reprendre le contrôle de nos établissements pour mettre fin à tous les trafics et éviter toute forme de représailles ou de règlements de comptes dans les murs de nos prisons.*

Pour notre organisation syndicale, il est question du bon sens et de la sécurité de nos usagers contraint et de nos personnels, qui ne cessent de subir cette ingérence désabusée.

Le Bureau Local le 11. 04. 24